Chine : Stop aux expulsions violentes de leur logement des pauvres dans les villes ! Respect du droit au logement pour la population !

mardi 19 décembre 2017, par Collectif / Signatures multiples (Date de rédaction antérieure : 1er décembre 2017).

Le 18 novembre 2017, un incendie a eu lieu à Pékin dans le district de Daxing, une banlieue densément peuplée, par des travailleurs migrants disposant de faibles revenus..
L'incendie a tué au moins 19 personnes et en a blessé 8.

Suite à l'incendie, sous prétexte « d'améliorer la qualité de l'espace urbain », la municipalité de Pékin s'est lancée dans l'éviction violente et illégale de travailleurs migrants, et leur a simultanément coupé l'accès à l'eau et à l'électricité.
Des dizaines de milliers d'habitants situés en bas de l'échelle sociale ont été forcés de quitter leurs logements alors que la température était de l'ordre de zéro degré.

Notre collectif composé d'organisations de la société civile est indigné par la façon dont les autorités traitent ces habitants comme des « citoyens de seconde zone ».
C'est pourtant sur ces migrants venus de l'intérieur de la Chine que repose en réalité l'époustouflante croissance économique de la Chine.
Depuis la réforme économique, des centaines de millions de travailleurs migrants sont partis de leur régions rurales pour aller en ville, et sont devenus le moteur d'industries florissantes.
Malgré cela, on refuse le plus souvent d'accorder à ces travailleurs des salaires d'un montant raisonnable, sans prendre en compte la difficulté de leur travail.
Pour cette raison, la plupart des travailleurs migrants ne bénéficient pas en ville de conditions de vie dignes.
Pire encore, les autorités municipales considèrent les travailleurs migrants comme « des individus à part » pouvant être jetés, et exclus du système de sécurité sociale existant en ville en raison de leur enregistrement administratif comme citoyens ruraux (système du Hukou).

Pour cette raison, les besoins et les droits des travailleurs migrants ne sont souvent pas pris en compte dans les politiques de planification urbaine, d'éducation, de services médicaux ainsi que dans les autres les autres politiques.
Le système d'enregistrement administratif (Hukou) a été adopté par le pouvoir chinois non seulement comme moyen de contrôler la population, mais aussi pour priver les « migrants » de leurs droits de citoyens dans les endroits autres que la municipalité dont ils sont originaires.
Ce système est devenu un dogme profondément enraciné, et il continue à permettre d'exploiter les « travailleurs migrants » aux dépens de leur protection sociale et de leur bien-être.

Dans les décennies précédents, la discrimination institutionnelle contre les migrants a été encore renforcée par le pouvoir chinois, par le fait qu'ils sont considérés comme des citoyens de seconde classe et les premiers à être sacrifiés lorsque des crises surviennent.
Lors des crises financières de 2008 et 2012, par exemple, le pouvoir a fait dégager les travailleurs migrants sans emploi en les forçant à retourner dans leur localité d'origine.

La cause fondamentale de l’incendie de Daxing est que le pouvoir n’a pas été capable d’apporter à temps une solution aux problèmes de sécurité existant en zones urbaines.

Malgré cela, les autorités municipales de Pékin ont de façon déraisonnable dégagé leur responsabilité en la reportant sur les « populations migrantes », comme si tous les problèmes urbains étaient simplement causés par le « refus de s’en aller » des populations migrantes, sans tenir compte du fait que le développement de la ville a été construit sur l’exploitation de ces migrants sous-payés.
Au lieu de résoudre les problèmes fondamentaux, le fait que les autorités aient utilisé l’incendie de Daxing comme un alibi pour faire dégager les migrants afin de « faire de la ville un endroit meilleur » ressemble sans aucun doute à vouloir monter à un arbre pour attraper un poisson.

Pour rendre la situation encore pire, le vent malsain consistant à « virer les populations les plus déshéritées » a été également mise en œuvre dans d’autres régions et d’autres villes.
L’information circule que dans certains districts de Shenzhen et de Canton des migrants ont également fait l’objet d’avis d’expulsion de leur logement.
Sous peine de voir surgir un futur désastre humanitaire, les autorités doivent mettre un terme à de tels agissements discriminatoires et violents.
Nous pensons que protéger la population fait partie de la responsabilité de toute organisme étatique, et nous demandons à la municipalité de Pékin de :

1) Cesser immédiatement les expulsions, et mettre tout en œuvre pour faciliter la réinstallation des personnes l’ayant été ;

2) Reconnaître les personnes situées au bas de l’échelle sociale comme d’importantes parties prenantes de la ville, et leur garantir que le respect de la liberté de circulation ainsi que le droit au logement, à l’éducation et aux soins de santé seront respectée dans les politiques mises en œuvre par les autorités concernées ;

3) Obliger les autorités administratives et les personnes responsables des expulsions à rendre des comptes au sujet de leurs agissements illégaux et des violations des droits des personnes expulsées ;

4) Compenser toutes les pertes financières des résidents ayant subi des évictions forcées.

Hong Kong Confederation of Trade Unions (HKCTU)
Commission Justice et Paix du diocèse catholique de Hong Kong
Ligue Social-démocrate (LSD)
Alliance honkongaise de soutien aux mouvements patriotiques en Chune
SACOM
Globalization Monitor
Worker Empowerment
Asia Monitor Resource Centre
Labour Education and Service Network
Labour Action China
Student Fight For Democracy
Civil Human Rights Front
Labour Party
Borderless movement
Land Justice League
Demosistō
Community March
China Human Rights Lawyers Concern Group

Hong Kong Chef Union
Left 21
Concerning Grassroots’ Housing Rights Alliance
CSSA Alliance
Community Development Alliance
Voters’ Voice
China Labour Bulletin
Councilor Chu Hoi-dick’s Office
Ekklesia Hong Kong
Neighbourhood and Worker’s Service Centre
Industrial Relations Institue
Polyu Pavilion
Social Movement Resource Centre(Autonomous 8A)
LU Workers Concern Group
BU movement
Midnight blue
Progressive Lawyers Group
HK Psychologists Concern
Hong Kong Association of Women Social Workers
Reclaiming Social Work Movement
HKEd4All
Financier Conscience
Society of HKBU Social Work
Hong Kong Federation of Social Work Students
HKCTSSW
Hong Kong Professional Teachers’ Union
Civil Renaissance
Artists Action
Progressive Teachers’ Alliance
Grassroots Development Centre
Labour Rights Commune
Hong Kong Association for Democracy and People’s Livelihood
Democratic Party
□□□□
v-artivist
ODAAG
Insurance ARISE
LIPS Labour Resource Centre (Indonesia)
Forum Worlds of Labour (Forum Arbeitswelten e.V.) (Germany)
National Union Confederation (Indonesia)
Worker’s Initiative Kolkata (India)
Korean House for International Solidarity (Korea)
Socialist Party of Malaysia (Malaysia)
Just Economy and Labor Institute (Thailand)
SÜDWIND Institute (Germany)
IG Metall (Berlin)
LabourNet Germany (Germany)
Unifor Retiree Council Lower Mainland (Canada)
□□□□
ArchiVision
Committee for Asian Women (Malaysia)

GoodElectronics NEtwork (Global)
Maquila Solidarity Network (Canada)
Crispin B. Beltran Resource Center (Philippines)
People & Planet (UK)

P.-S.

Texte original en anglais
https://borderless-hk.com/2017/12/06/stop-the-violent-eviction-of-the-urban-poor-respect-the-housing-rights-of-the-people/